



Lettre ouverte
Aux acteurs de l'eau
Région Provence Alpes Côte d'Azur

Marseille, 30 juin 2022

Objet : gestion quantitative de l'eau et de la sécheresse

Copie : cf. liste des destinataires en annexe.

Madame, Monsieur,

Après un été émaillé d'arrêts sécheresse en 2021, ni l'automne, ni l'hiver 2021-2022 ni le printemps n'ont apporté la moindre pluie espérée. Dès fin mars ou début avril, les cumuls pluviométriques étaient déficitaires dans une grande partie de la région (-30% au niveau régional, jusqu'à -48% pour les Alpes Maritimes) et se sont depuis accentués (plus de 75% de déficit dans la moitié Ouest des Bouches du Rhône ou sur le littoral). En conséquence, les sols sont secs, les débits des cours d'eau connaissent un étiage précoce et marqué sur l'ensemble de la région, et une grande majorité des nappes souterraines sont significativement en-dessous de leurs niveaux moyens. A quoi s'ajoute une évapotranspiration importante du fait des températures élevées du printemps...

Pourtant, depuis ce début d'année et en dépit de tous les signaux d'alerte (manque de pluie, températures élevées, succession d'années les unes toujours plus chaudes que les précédentes), nous fermons collectivement les yeux.

La neige est très peu tombée cet hiver et a tout aussi rapidement fondu. Les stations d'altitude ont compensé avec de la neige artificielle, commençant ainsi les prélèvements dans les ressources déjà mises à mal par l'absence de précipitations d'automne. L'agriculture en aval du système dit sécurisé Durance – Verdon a irrigué sans toucher pour l'instant à la réserve agricole de Serre-Ponçon, dédaignant ainsi sans concertation d'autres usages potentiels de l'eau. Des cultures jusqu'à présent dites "sèches" sont irriguées.

Nous sommes aujourd'hui en situation de sécheresse avérée : cours d'eau, nappes, sols ont atteint des niveaux habituellement observés au cœur de l'été. Les zones littorales (Marseille, Toulon notamment) pourtant dépendantes de bassins particulièrement touchés ne sont qu'au stade "vigilance" quand les territoires d'alimentation sont en alerte. Les premiers arrêts sécheresse sont survenus dès fin mars, avec 2 à 3 mois d'avance par rapport aux années précédentes. L'irrigation, notamment en basse Durance, semble avoir commencé tôt elle aussi, justement en raison de l'absence de précipitations hivernales.

A contrario, les comités de gestion de la ressource ou de gestion de la sécheresse ont été réunis très tardivement dans les différents départements. Ils ont parfois oublié le monde associatif environnemental, ont donné lieu à de dures confrontations entre représentants des diverses activités économiques mais ont trouvé

France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur

Fédération régionale des associations de protection de la nature et de l'environnement

14 Quai de Rive Neuve - 13 007 Marseille

Tél. standard : 04 91 33 44 02 - contact@fnepaca.fr - www.fnepaca.fr

à s'accorder sur l'abaissement des débits réservés, au détriment des milieux. Le comité régional n'a quant à lui même pas été mobilisé... se dispensant de fait de toute discussion ou concertation pourtant nécessaire sur les enjeux de la Durance et plus largement sur la situation de crise que traverse la Région, et sur les moyens d'y répondre.

Les quelques pluies de la fin juin n'y changeront rien. Tout laisse présager des tensions sur l'alimentation en eau potable et sur la disponibilité des ressources pour les activités, notamment agricoles. A quoi s'ajoute le contexte géopolitique : la guerre en Ukraine menace l'approvisionnement alimentaire dans différentes parties du bassin méditerranéen notamment. En France, elle sert surtout de prétexte pour déroger aux obligations environnementales règlementaires.

Aujourd'hui, l'entrée en vigueur précoce des débits réservés estivaux¹ révèlent, s'il en était encore besoin, la primauté accordée aux usages marchands sur les milieux, sans souci de ces derniers, supports vitaux de nos activités sans lesquels elles ne pourraient avoir lieu. Il s'agit là d'une vision particulièrement dénuée de tout prospective : tenter de sauver la saison 2022 sans réfléchir aux conséquences (économiques, sociales et environnementales) sur les saisons et années suivantes !

Nos associations dénoncent en conséquence

- Une gestion de la ressource souffrant d'un tropisme économique et d'un manque criant d'anticipation ; au point que certains départements viennent à peine de prendre leurs "arrêtés sécheresse" malgré les débits trop bas des cours d'eau depuis de longues semaines ;
 - Une révision trop longue et trop tardive des Plans d'Action Sécheresse ;
 - Des procédures pour la prise d'arrêtés et de passage à des stades d'alerte ou de crise qui restent trop lentes (15j entre le dépassement d'un seuil par le cours d'eau et l'entrée en vigueur des premières mesures sur le terrain) ;
 - L'absence de discussion pour hiérarchiser les usages économiques de l'eau et préparer les arbitrages nécessaires quand la pénurie sera encore plus marquée.
- L'absence de solidarité :
 - Avec les milieux : les mesures de restriction des usages sont prises tardivement et mollement (les niveaux alerte renforcée ou crise sont encore trop rarement déclenchés alors que les débits ont franchi les seuils. Au vu de son débit actuel et si on lui appliquait les critères de l'arrêté cadre sécheresse de 2006, la Haute-Durance serait classée au stade "crise").
 - Entre les territoires : les territoires desservis par le système dit sécurisé Durance – Verdon (et notamment les conurbations littorales) ne sont qu'au stade "vigilance", alors que leurs ressources proviennent de territoires en déficit actuellement (ex pour Toulon, alimentée par le Verdon ou le Caramy).
 - Entre les usages : les avaliers ont pu bénéficier d'eau tout au long du printemps sans entamer la réserve agricole de Serre-Ponçon, gardant celle-ci pour l'été (conformément aux textes régissant Serre-Ponçon), mais aussi sans comptabiliser cette eau dans leurs prélèvements. Cette eau prélevée par des usages en aval manque et manquera probablement aux milieux (diminution des débits sur tous les cours d'eau) et à d'autres usages (par ex les usages nautiques à Serre-Ponçon)... Cette absence de solidarité se traduit aussi par les cultures dites dérogatoires² dans les arrêtés "sécheresse".

¹ Citons par ex. l'arrêté AP DREAL SEL UREnR-2022-10, instaurant un débit réservé de 4.7 m³/s au droit du barrage de Bonpas sur la Durance, avec 15 jours d'avance sur le calendrier "habituel" (au lieu de 15m³/s à cette époque).

² Semences, cultures florales et ornementales, maraîchage, pépinières, jeunes plants de moins de 1 an pour des cultures pérennes, vergers.

- Entre les pays : nous continuons à faire venir des pays du Maghreb, pays secs par excellence, des productions agricoles nécessitant des volumes considérables d'eau ! et nous exportons nos produits (olives, rosé, lavande) à forte valeur ajoutée, irrigués eux aussi désormais.
- L'absence de vision et d'action à long terme.
Les conditions météorologiques et la sécheresse constatées cette année nous donnent un bon aperçu de ce qui nous attend. Depuis deux décennies, chaque année est plus chaude que la précédente : on peut donc s'attendre à voir perdurer, voire s'aggraver, la situation de manque d'eau.
L'empressement montré par les Préfets pour répondre aux demandes des acteurs économiques témoigne d'une vision extrêmement court-termiste : il s'agit de "sauver" la saison cette année, alors que l'urgence climatique devrait nous amener à engager des actions correctives et à expérimenter de possibles voies d'adaptation. ... Les événements méditerranéens ne manqueront pas de provoquer des drames quand ils s'abattront sur des sols très secs et/ou très imperméabilisés.

Au vu de ce sombre tableau, notre inaction collective, notre absence de prise à bras-le-corps du problème deviennent quasiment criminels : appelés à siéger dans différentes instances de concertation, nous savons que l'absence de mesures anticipatrices nous conduira à des catastrophes. Nous continuons pourtant à tergiverser, nous berçant d'illusions sur de possibles pluies salvatrices...

Notre mouvement France Nature Environnement en Provence Alpes Côte d'Azur invite aujourd'hui à cesser de regarder ailleurs quand notre maison s'assèche. Nous appelons à des réflexions volontaristes et à l'adoption d'engagements fermes :

- mettons en cohérence les niveaux de restriction d'usage de l'eau dans les territoires en fonction de la provenance de l'eau ;
- accélérons le processus décisionnel quand un arrêté de restriction des usages doit être pris ;
- hiérarchisons, sans attendre l'été et la pénurie complète, les usages économiques de l'eau, sur la base de considérations environnementales et sociales globales (quels usages sont vitaux, lesquels le sont moins) et respectons et faisons respecter cette hiérarchisation ;
- contrôlons sans complaisance l'application de la législation en vigueur (Loi sur l'Eau, SDAGE, SAGE, PGRE), et sanctionnons sans état d'âme tout écart, toute appropriation du bien commun qu'est l'Eau ;
- inscrivons dans le SRADDET en cours de modification un objectif de réalisme quant au développement qu'il envisage pour la région et une règle imposant la contrainte de la ressource en eau pour les diverses activités du territoire aux collectivités mettant leur document d'urbanisme en cohérence avec ce SRADDET modifié ;
- réalisons une campagne d'information – sensibilisation engageante pour la population, pour l'informer de la situation et l'inviter à réviser ses comportements, notamment dans les territoires littoraux et/ou les grands centres urbains régionaux ;
- entamons dès maintenant une démarche d'adaptation volontariste, en anticipation des prochaines semaines d'une part et des prochaines années d'autre part : concertation incluant toutes les parties prenantes responsables, et notamment celles impliquées dans le SAGE "ressources" de la Durance, mobilisation du monde de la recherche (connaissances des ressources, notamment souterraines, recherches sur les usages et des solutions adaptées à une nouvelle donne climatique, recherches en agronomie...), préservation et restauration des milieux aquatiques, modification de nos pratiques – activités – modes de vie et de consommation..., accompagnement des activités économiques dans leur transformation...

Nous appelons à un sursaut collectif, notamment de la part des autorités de l'Etat et des collectivités territoriales pour mettre en œuvre une gestion intégrée, anticipée et concertée de la ressource en eau en adéquation avec la situation de crise qui s'installe.

Notre mouvement France Nature Environnement en Provence-Alpes-Côte d'Azur est prêt à s'investir auprès de l'Etat et des acteurs en ce sens et à tous niveaux (réflexions, propositions et sensibilisation).

Nous vous prions de croire, Madame Monsieur, en l'assurance de nos respectueuses salutations.

Fabien VEYRET, Président
FNE Alpes de Haute Provence



Hervé GASDON, Président
Société Alpine de Protection de la
Nature – FNE Hautes Alpes



Laurent PARZY, Président
FNE Alpes Maritimes



Richard HARDOUIN, Président
FNE Bouches du Rhône



Henri BONHOMME, Président,
UDVN – FNE Var



Jean-François SAMIE, Président,
FNE Vaucluse



Gilles MARCEL, Président,
FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur



Annexe : liste des destinataires

- Préfet de région,
- Préfets de département
- DREAL Provence Alpes Côte d'Azur,
- DDT[M]
- Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
- Région Provence Alpes Côte d'Azur,
- Départements
- Syndicats de milieux aquatiques : Syndicat Mixte d'Aménagement de la vallée de la Durance, Syndicat Mixte Inondations – Aménagement et Gestion des Eaux, Syndicat Mixte de gestion intercommunautaire du Buëch et Affluents, Syndicat Mixte d'Aménagement et de Développement de Serre-Ponçon, Communauté Locale de l'Eau du Drac Amont, Syndicat d'aménagement du Bassin de l'Arc, Syndicat Mixte du bassin versant de l'Huveaune, Syndicat Mixte de l'Argens, Syndicat Mixte du bassin versant du Gapeau,
- Réseau régional des Gestionnaires de Milieux aquatiques
- Fédérations de pêche
- Chambre Régionale d'Agriculture, Chambres départementales d'Agriculture
- Société du Canal de Provence
- Parcs Naturels Régionaux (Queyras, Baronnies, Verdon, Luberon, Alpilles, Camargue, PréAlpes d'Azur, Sainte-Baume, Mont-Ventoux)
- Parcs Nationaux : Ecrins, Mercantour, Port-Cros, Calanques
- Métropoles de Nice, Toulon, Marseille, et Avignon,
- Agglomération de Gap Tallard Durance, Comcom Briançon, Comcom Pays des Ecrins, Comcom Embrun, ComCom Golfe de St Tropez, Durance – Luberon - Verdon Agglomération,